

DATE DE CONVOCATION : 10/05/2019

DATE D’AFFICHAGE : 10/05/2019

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s’est réuni à la Mairie, au chef-lieu, en séance ordinaire, sous la présidence de M. TORNIER Xavier, Maire.

Présents : Xavier TORNIER, Christian BENEITO, Gaël MIANO, Yves GAZZOLA, Michel SIBUET, Sandrine BERTHET, Michel GARDET-CADET, Denis AMANN, Fabienne LASSIAZ, Yacine ALIOUA, Marie Josèphe SABAÏNI, Myriam LHOST-DUNOYER

Excusés : Julien BECCHERLE, Maryline BEGEY (procuration à Gaël MIANO)

Absente : Sylvaine GARAUD (MILLAT)

NOMBRE DE CONSEILLERS formant la majorité des membres :

EN EXERCICE 15

PRESENTS 12

VOTANTS 13

Le quorum étant atteint (13 votants), le conseil peut valablement délibérer sous la présidence de Xavier TORNIER, Maire

Gaël MIANO est élu secrétaire de séance

N° 20/2019

ARRET DU PROJET DU PLAN LOCAL D’URBANISME (PLU)

Les membres du Conseil municipal ont été destinataires avec leur convocation à cette séance des pièces suivantes, sur une plateforme de téléchargement :

- Le projet du PLU :
 - Rapport de présentation
 - Projet d’aménagement et de développement durables
 - Orientations d’aménagement et de programmation
 - Règlement qui fixe les règles applicables à l’intérieur de chaque zone
 - Règlement graphique
 - Annexes, dont diagnostic agricole

Monsieur le Maire interroge l’assemblée délibérante sur la bonne réception de ces documents et souhaite savoir si tous les membres se déclarent suffisamment informés sur le bilan de la concertation et l’arrêté du projet de PLU de la commune de TOURNON.

Vu le Code de l’Urbanisme,

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal les objectifs de la révision du PLU et l’élaboration du Plan Local d’Urbanisme (PLU) fixés par les délibérations du Conseil municipal des 26/09/2014 et 07/04/2017.

Il rappelle le débat intervenu lors de la séance du Conseil municipal le 19/03/19 sur les orientations générales du Projet d’Aménagement et de Développement Durables et présentées aux personnes publiques associées, à savoir :

AXE 1 : Densifier et structurer l’urbanisation à l’intérieur de l’enveloppe urbaine

- Adopter un rythme de construction réaliste et adapté aux capacités de la commune,
- Diversifier l’habitat en termes de formes, de statut et de taille des logements

- Favoriser la diversification de l'offre de logements
- Prévoir sur le territoire un terrain de « grand passage » pour l'accueil temporaire des gens du voyage,

AXE 2 : Poursuivre le développement des activités économiques

- Favoriser la pérennité de l'agriculture, en préservant l'espace agricole,
- Préserver les paysages et prévenir les conflits d'usage entre pratiques agricoles et usages résidentiels,
- Permettre le développement de l'aérodrome et de sa zone d'activités, dans la mesure où les nuisances, notamment sonores, restent compatibles avec l'environnement.

Favoriser la pratique de loisirs adaptés au territoire

- Préserver le réseau de sentiers de randonnées et de promenade
- Permettre la pérennité et l'extension mesurée du circuit de karting

Monsieur le Maire rappelle aussi qu'une concertation avec la population, les personnes publiques, dont les représentants de la profession agricole a été menée tout au long de la procédure d'élaboration agricole, dont le bilan a été tiré par délibération séparée du Conseil municipal de ce jour.

Les principales remarques issues de la concertation de la collaboration avec la Communauté d'Agglomération ARLYSÈRE et des échanges avec les personnes publiques associées ont porté sur :

La densité importante imposée par le SCOT, la petite taille des terrains constructibles, l'impression que « tout est ficelé », « que la commune n'a pas son mot à dire » : Les élus et Mme Sylvaine LAMARCHE (Cabinet PROGEO) ont expliqué à la population que ce choix découle de la Loi Grenelle et des prescriptions supra communales (SCOT) sur les économies d'espaces, l'optimisation du foncier avec obligation de densité.

La demande de modification de zonage :

Les élus et le Cabinet PROGEO ont dirigé les demandeurs vers l'enquête publique

La préservation du corridor écologique

Les élus et le Cabinet d'urbanisme PROGEO ont expliqué à la population que la commune a pris la mesure des enjeux écologiques en maintenant le fonctionnement écologique du territoire en préservant les paysages, notamment l'entrée du village et le corridor écologique.

La réserve sur l'importance d'espace agricole de la future zone artisanale

La chambre d'Agriculture souligne l'importante consommation d'espaces agricoles de la future zone artisanale.

Les choix d'aménagement ont ensuite été transposés dans les pièces réglementaires du PLU qui permettent de préciser quelles sont pour chacune des zones, les règles d'urbanisme applicables, à savoir :

- Rapport de présentation
- Le projet d'aménagement et de développement durables
- Les orientations d'aménagement et de programmation
 - OAP n° 1 : La Croix (environ 50 logements)
 - OAP n° 2 : Le Clozet (environ 10 logements)
 - OAP n° 3 : Les Grands Marais « ZA Les Blachères » (zone économique)
 - OAP n° 4 : La Perrière (zone économique)
- **Le règlement** qui fixe les règles applicables à l'intérieur de chaque zone :

Il définit 8 types de zones :

- **Ua** correspondant au tissu urbain ancien, y sont autorisées les habitations, les commerces et services, les équipements d'intérêt collectif et services publics, et autres activités des secteurs secondaires et tertiaires
- **Ub** correspondant au secteur résidentiel, y sont autorisées les habitations, les équipements d'intérêt collectif et services publics
- **Ue** correspondant aux zones d'activités, y sont autorisés les activités des secteurs secondaires et tertiaires, les équipements d'intérêt collectif et services publics
- **Ux** correspondant aux secteurs destinés à accueillir des équipements d'intérêt collectif et des services publics, notamment le cimetière, les espaces publics de la Tourmotte et ses extérieurs (ex. : terrain de boules).
- **AUe** correspondant aux zones d'activités futures, y sont autorisés les activités des secteurs secondaires et tertiaires, les équipements d'intérêt collectif et services publics
- **A** correspondant aux zones agricoles, y sont autorisés les exploitations agricoles et forestières, les équipements d'intérêt collectif et services publics
- **As** correspondant aux zones agricoles sensibles, y sont uniquement autorisés les extensions sur exploitations existantes, les équipements d'intérêt collectif et services publics
- **N** correspondant aux zones naturelles et forestières, y sont uniquement autorisés les exploitations forestières et les équipements d'intérêt collectif et services publics.

● **Le document graphique du règlement :**

Il s'organise de la manière suivante : outre la délimitation des zones décrites ci-dessus, il comporte un certain nombre de servitudes et de prescriptions :

- Les emplacements réservés
- Zones urbaines et à urbaniser
- Zones agricoles et naturelles
- Prescriptions particulières
 - STECAL
 - OPA
 - PPRI
- Trame verte et bleue à préserver

● **Les annexes :**

- Servitudes d'Utilité Publique
- PPRI
- Périmètre DPU
- Infrastructures bruyantes
- Plan d'exposition au bruit de l'aérodrome
- Réglementation des boisements
- Eau potable
- Eaux usées et pluviales
- Déchets
- Diagnostic agricole

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire

Vu les délibérations n° 34/2014 en date du 26/09/2014 et n° 16/2017 du 07/04/2017 prescrivant la révision du PLU, l'élaboration du PLU et définissant les modalités de concertation avec la population, et les autres personnes concernées,

Vu la délibération de ce jour, arrêtant le bilan de la concertation,

Vu le projet de PLU comprenant le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, les Orientations d'Aménagement et de programmation, le règlement accompagné des documents graphiques, les annexes,

Considérant le débat qui s'est tenu au sein du Conseil municipal, dans sa séance du 19/03/2019 sur les orientations générales du PADD,

Considérant que le débat a permis de vérifier que le PADD s'inscrit bien dans les objectifs généraux fixés dans la délibération prescrivant la révision du PLU,

DÉCISION

LE CONSEIL MUNICIPAL, Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés :

- ✓ **ARRETE** le projet de PLU tel qu'il est annexé à la présente,
- ✓ **PRÉCISE** que le projet de PLU sera communiqué pour avis aux personnes publiques associées mentionnées ci-après :
 - Le Préfet de Savoie
 - Les Présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental
 - Les Présidents des Chambres de Commerce et d'Industrie, de Métiers et de l'Artisanat et d'Agriculture
 - Le Président de l'Agglomération ARLYSERE, chargé du suivi et de la révision du SCOT et autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains
 - Les Maires des communes limitrophes

A leur demande, le projet de Plan Local d'Urbanisme sera également adressé :

- Aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés
- A la Commission départementale de préservation des espaces naturels et forestiers
- Au président de l'Association des organismes d'Habitations à Loyer Modéré

Conformément à l'article L.123-17 du code de l'urbanisme et à l'article L.112-3 du Code Rural et de la Pêche Maritime, le projet de Plan Local d'Urbanisme sera également notifié à la Chambre d'Agriculture, à l'Institut National de l'Origine et de la Qualité et au Centre National de la Propriété Forestière.

Le dossier du projet arrêté sera tenu à la disposition du public.

Cette délibération sera affichée pendant un mois en mairie.

Le Maire,
Xavier TORNIER



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

073-217302975-20190520-20_2019-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/05/2019

Affichage : 28/05/2019